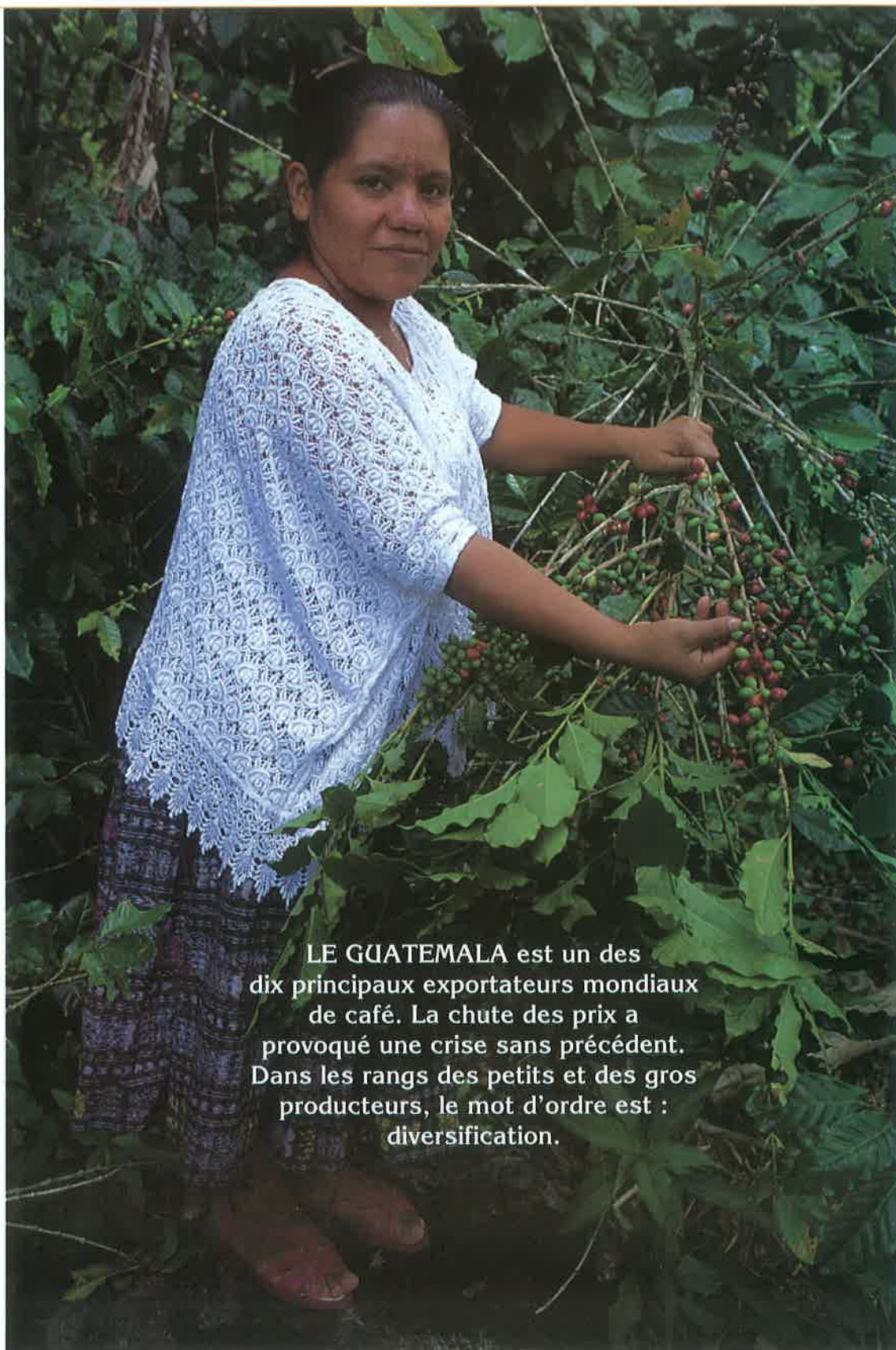


GUATEMALA

LA RENCONTRE DE L'AIR, DE L'EAU, DE LA TERRE ET DU FEU. C'est au pied de ce volcan, sur les berges du lac Atitlan, que les dieux auraient donné les premières semences de maïs au peuple Maya pour qu'il se multiplie et prospère. Après avoir régné pendant près de mille ans, les Mayas, aussi appelés les « hommes-maïs », font aujourd'hui face au déficit de la mondialisation. Les coopératives agricoles sont appelées à jouer un rôle déterminant dans la diversification de l'agriculture de ce petit pays tributaire des exportations de café. Un rôle déterminant aussi dans la pacification d'un pays qui a connu 36 ans de guerre civile et qui a fait plus de 150 000 morts. *Le Coopérateur* vous livre ici cinq reportages inédits.

Textes et photos de Nicolas Mesly

Le salut des coopératives mayas



LE GUATEMALA est un des dix principaux exportateurs mondiaux de café. La chute des prix a provoqué une crise sans précédent. Dans les rangs des petits et des gros producteurs, le mot d'ordre est : diversification.

Nous construisons une Arche de Noé pour améliorer la qualité de vie de nos membres et pour nous intégrer au marché. Toutefois, pour réussir, nous devons nous vêtir comme des hommes d'affaires! », dit Julio Vecinos, directeur général de la Fédération des coopératives agricoles du Guatemala (Fedecoag) qui regroupe 52 coopératives et 18 000 membres. Fedecoag est l'une des six fédérations de coopératives agricoles qui parsèment l'ancien empire Maya.

L'effondrement des cours du café, les plus bas en 20 ans, a provoqué la première vague du déluge annoncé. Le Guatemala est un des dix principaux exportateurs mondiaux de cette denrée. Au pic de la récolte, 500 000 cueilleurs travaillent à flanc de montagne. Le café guatémaltèque représente 23 % de toutes les exportations du pays, suivi des bananes et du sucre.

« **NOUS CONSTRUISONS une Arche de Noé pour améliorer la qualité de vie de nos membres et pour nous intégrer au marché** », dit Julio Vecinos, directeur général de la Fédération des coopératives agricoles du Guatemala (Fedecoag). À droite, Mme Sofia Delfina Franco, présidente de Fedecoag.



Le cri de ralliement sur le pont tant chez les petits et les gros producteurs de café est maintenant : diversification. Mais produire quoi? Comment? Pour qui? Tel est le défi des *campesinos* guatémaltèques dont la préoccupation première est de nourrir sa famille.

La première vague ne s'est pas encore retirée qu'une deuxième risque de submerger ce petit pays montagneux, trait d'union entre l'Amérique du Nord et du Sud. L'échec des négociations multilatérales de l'OMC à Cancún accule le Guatemala et ses trois voisins d'Amérique centrale à négocier deux traités de libre-échange directement avec le Canada et les États-Unis.

Résultat : les « hommes-maïs », surnom donné aux Mayas, ne sont pas à l'abri de l'inondation du grain jaune américain subventionné tel que connaissent leurs cousins mexicains. Nourriture sacrée, le maïs est l'aliment de base, avec les fèves, des quelque 12 millions de Guatémaltèques dont 65 % sont de purs Mayas.

Alors comment tirer son épingle du jeu entre une agriculture de subsistance produite en moyenne sur un quart d'hectare et celle compétitive du marché international?

« En développant des créneaux qui ont besoin de beaucoup de main-d'œuvre », répond Julio Vecinos. Dans la construction de son Arche de Noé, le directeur général de Fedecoag mise sur la création d'une douzaine de filiales pour commercialiser des produits niches cultivés par les membres des coopératives affiliées.

Hortamaya, une entreprise conjointe entre Fedecoag et Carms Inc., de Sherrington près de Montréal, fait figure de proue. L'entreprise québécoise importe et écoule les petits pois mange-tout produits en partie par les producteurs de trois coopératives guatémaltèques.



LÉONARDO DELGADO, directeur général, Fedecovera, tente avec ses membres de diversifier les productions de café et de cardamome.

Produit non traditionnel, le petit pois mange-tout maya a rapidement grugé les parts du marché québécois. Presque 100 % du petit légume vert qui se retrouve dans une assiette québécoise provient du Guatemala!¹

« Le manque de connaissance des marchés étrangers et la commercialisation, c'est notre principal écueil », explique Leonardo Delgado, directeur général de Fedecovera (Federacion de productores de Verapaz), une fédération qui regroupe, elle, 31 coopératives et 16 000 producteurs.

La crise du café a aussi durement touché les membres de cette fédération composée d'Indiens Q'ché, une des 22 tribus qui composent le peuple Maya. Ses membres avaient déjà commencé à diversifier leur production en se lançant dans la production de cardamome avant l'ouragan Mitch survenu en 1998.

1. Voir l'article : « L'épopée des petits pois mayas : du champ à votre assiette » en page 41.



CARDAMOME - Le Guatemala est le premier producteur mondial de cardamome, une épice fort prisée au Moyen Orient. Tout comme le café, la commercialisation échappe aux producteurs.

Le cardamome, une épice à l'arôme subtil fortement prisée au Moyen Orient et aux Indes, occupe maintenant une partie importante des parcelles cultivées, à côté du maïs. En dix ans, le Guatemala est devenu le premier producteur mondial de cardamome!

Mais, tout comme le café, la commercialisation de cardamome échappe aux producteurs. Seconde commodité transigée sur les marchés boursiers après le pétrole, le café passe dans les mains de plusieurs intermédiaires avant de se retrouver dans notre tasse matinale.

« Il faut se rapprocher des consommateurs pour éviter les coyotes », souligne Delgado. Et, pour éviter l'appétit vorace des « coyotes », surnom donné aux intermédiaires, le directeur général de Fedecovera privilégie lui aussi le joint venture.

Fedecovera s'est lancée dans la production forestière en formant l'entreprise Forestal Maya avec la Coopérative forestière de Gérardville située au Lac-Saint-Jean. La déforestation est un grave problème au Guatemala. Le taux de natalité, le plus élevé en Amérique latine, engendre

une forte pression démographique sur l'environnement. Les champs de maïs tapissent les flancs et coiffent le sommet des montagnes provoquant de sérieux problèmes d'érosion. Le reboisement est devenu une priorité nationale.

Forestal Maya produit 9 millions de plantules de pin maximinoi par année. Cousin du pin blanc, le pin maximinoi est destiné à la fabrication de meubles. Il pousse deux fois plus vite qu'au Canada, un avantage compétitif indéniable. « On ne le voit pas pousser, on l'entend pousser! », blague Leonardo Delgado.

Quelque 2 400 hectares ont été reboisés sur les terres communes et individuelles des membres des coopératives. La Fédération et son réseau agissent aussi en sous-traitance auprès du gouvernement et du secteur privé. Près de 5 000 hectares de terres privées ont été reboisées.

Si le salut des deux fédérations et de leurs membres passe par le développement de marchés de créneaux, elles baignent toutefois dans un contexte économique et social bien différent de leurs cousines canadiennes.

Comme au Canada, le manque criant de capital freine aussi leur développement, mais elles doivent emprunter à un taux d'intérêt de 24 %!

Le « marché des terres² » limite aussi l'expansion des coopératives. Moins de 1 % des producteurs possèdent 70 % des terres agricoles. Les problèmes liés à la réforme agraire, au cœur du conflit d'une guerre civile qui a duré 36 ans, continuent de couvrir comme les volcans qui parsèment le pays. ■

2. Voir l'article : « De guérilleros à coopérateurs » en page 48.



Le président de la Coopérative fédérée au pays des Mayas

LE CHOC DES CULTURES

Le président de la Coopérative fédérée,
Denis Richard, en compagnie de Alberto Bac,
président de Fedecovera. Le premier
récolte 40 tonnes de maïs à l'heure,
le second une tonne par jour.



Le président de la Coopérative fédérée de Québec, Denis Richard, a visité des coopératives agricoles guatémaltèques lors d'une mission d'une durée d'une semaine organisée en septembre dernier par la Société de coopération pour le développement international (Socodevi).

Le principal objectif de cette mission de reconnaissance était d'échanger sur la structure et le fonctionnement démocratique et commercial de la Coopérative fédérée de Québec et de son réseau avec deux des six fédérations de coopératives d'agriculteurs guatémaltèques soit Fedecoag (Federacion de cooperativas agricolas) et Fedecovera (Federacion de cooperativas de Verazal).

Fedecoag regroupe 51 coopératives et quelque 18 000 producteurs parsemés à l'échelle du pays tandis que Fedecovera regroupe, elle, 31 coopératives et quelque 16 000 producteurs regroupés dans deux des douze provinces qui constituent le Guatemala.

« Les problèmes des producteurs sont semblables aux nôtres, à une échelle différente », mentionne Denis Richard. Le président de la Coopérative fédérée ajoute du même souffle que l'avenir des producteurs guatémaltèques et de leurs coopératives, dans un contexte de mondialisation, « repose sur le développement de marchés niches à forte capacité de main-d'œuvre ».

Le Guatemala, petit pays montagneux dont la superficie est le dixième du Québec, compte près de 12 millions d'habitants. Le secteur agricole génère à lui seul 75 % des emplois et représente 25 % du PNB.



LES MAYAS sont aussi appelés les « hommes-maïs ». Cet aliment leur aurait été donné par les dieux au pied du volcan Atitlan. Toute la récolte de maïs se fait à la main. Chacun de ces sacs pèsent 71 kilos.

COOPÉRATIVE D'OSTÜÜA - Les membres cherchent à diversifier leurs productions de café et de cardamome. À l'extrême gauche, l'agronome Michel Mathieu, responsable du dossier Guatemala à Socodevi.



Depuis dix ans, Socodevi renforce le mouvement coopératif du Guatemala par le truchement d'une aide technique dirigée directement aux membres des coopératives. Pas moins de 140 projets ont vu le jour dans l'ensemble du pays : aide à l'achat de séchoirs à café, plan de développement de productions alternatives, etc.

Socodevi agit comme une des agences d'exécution des projets financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'aide canadienne au secteur agricole guatémaltèque se chiffre à environ 3 millions \$ par année, selon Louise Lavigne, responsable de l'ACDI à l'ambassade canadienne de Guatemala City.

Une deuxième phase de l'aide canadienne, amorcée en 2002, cible maintenant le développement de l'entrepreneuriat des deux fédérations Fedecoag et Fedecovera. Toutefois, le président de la CFQ met un petit bémol à cette nouvelle approche pour deux raisons.

La première : il est crucial de renforcer le lien d'usager des membres avec leurs coopératives. « Le défi à long terme des deux fédérations est d'inciter les agriculteurs à produire de la qualité à l'année en fonction de leur clientèle. Pour cela, elles devront revoir leur stratégie d'achat. »

La seconde : il est impératif de combler l'actuel « déficit démocratique » en augmentant le nombre de délégués et d'assemblées.

Sans ces deux éléments, avantages commerciaux et vie démocratique, l'aide canadienne destinée au développement des coopératives guatémaltèques risque de financer un château de cartes.

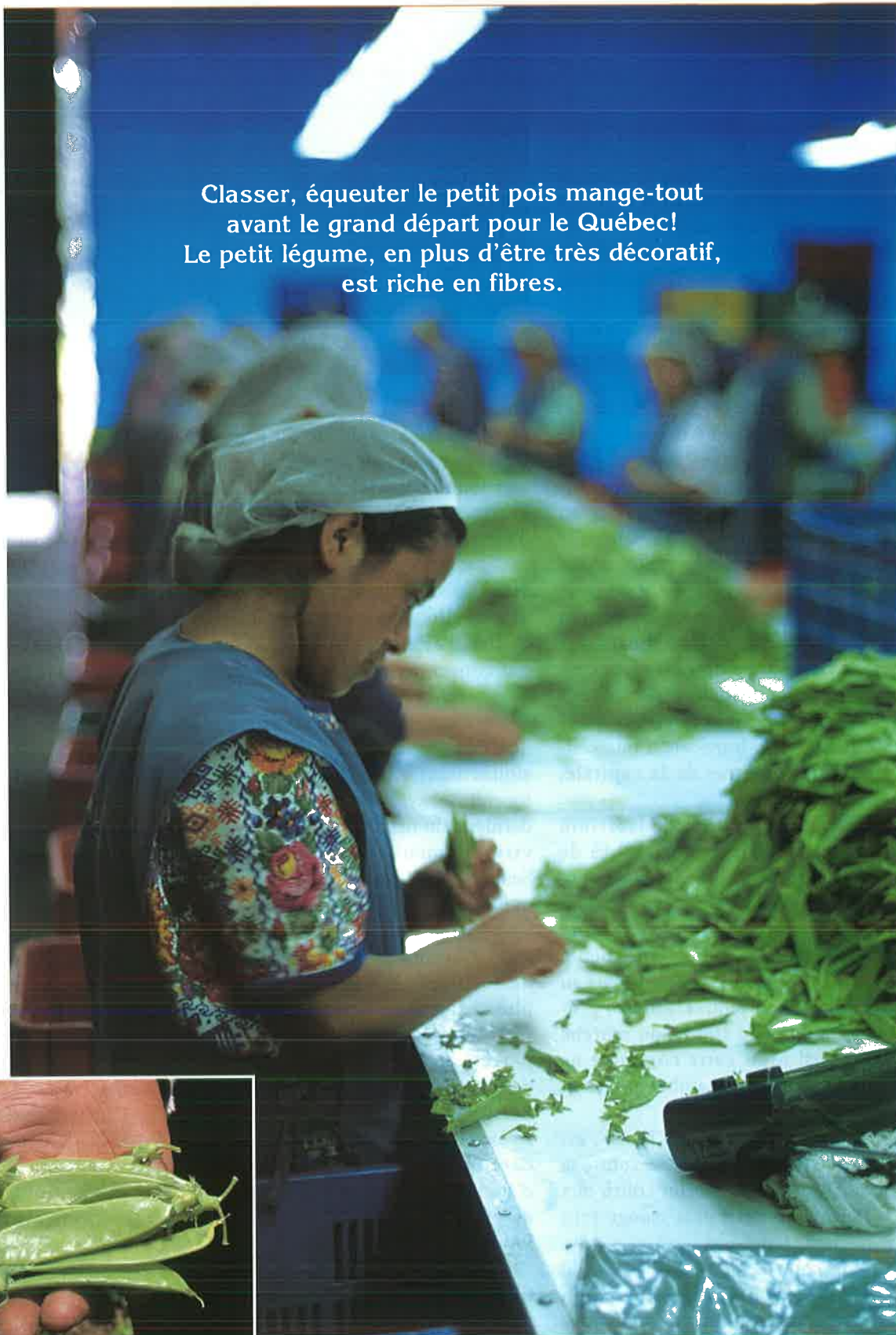
« Si les producteurs ne sont pas impliqués, ils souscriront aux initiatives commerciales de leurs coopératives et de leurs fédérations comme ils le feraient avec n'importe quelle entreprise privée. Ce n'est pas le but. »

Deux projets commerciaux ont été discutés entre les dirigeants de Fedecoag et de Fedecovera et le président de la Coopérative fédérée. Le premier, la possibilité d'une aide de la Coopérative fédérée à l'écoulement de certains produits comme le cardamome, une épice destinée surtout au Moyen Orient, sur les marchés internationaux dont le Canada.

Le second est un projet de regroupement d'achat d'engrais des deux fédérations. Un expert de la Coopérative fédérée fera une étude du marché des engrais au Guatemala afin de proposer la meilleure stratégie soit, s'approvisionner directement auprès de la Coopérative fédérée, ou acheter en vrac des acteurs locaux tout en développant une expertise de fabrication de mélange. 

L'épopée des petits pois mayas : du champ à votre assiette

Classer, équeuter le petit pois mange-tout
avant le grand départ pour le Québec!
Le petit légume, en plus d'être très décoratif,
est riche en fibres.





LE PERSONNEL
DE L'USINE



taux de rejet est passé de 7 % à 1 %. « Ça paraît sur 230 000 caisses! », explique le directeur général tout sourire.

Bien qu'il se défende de faire du commerce équitable, Landry paie ses employés 10 \$ par jour, plus que le salaire minimum. L'entreprise a son propre code d'éthique : « On n'emploie pas de mineurs » et l'usine dispense aussi les services d'une infirmière sur place. Le directeur général s'implique aussi personnellement dans la formation de ses employés en donnant des cours d'anglais.

« J'opère une entreprise formelle dans un pays qui n'est pas formel », souligne Landry. Les entreprises exportatrices guatémaltèques bénéficient d'un retour d'impôt prélevé sur les taxes de ventes. Landry attend toujours ce retour d'impôt du gouvernement du Guatemala, une somme de 250 000 \$, de quoi renflouer une caisse!

Et il y a le climat social. Le succès d'Hortamaya n'échappe pas à l'œil acéré des bandits. Les employés touchent leurs payes en argent sonnant tous les dix jours. Mais il faut varier l'horaire de la remise, une somme de 10 000 \$, pour éviter un hold-up. De plus, le récent succès d'Hortamaya irrite les « coyotes » qui voudraient bien mettre une patte exclusive sur le commerce de petits pois mange-tout.

Landry, qui a gagné le championnat national de golf en 2002, a reçu plusieurs avertissements de la part d'amis guatémaltèques bien placés qui s'inquiètent pour sa sécurité personnelle. Depuis trois mois, il ne se promène plus seul, n'annonce jamais son arrivée à l'usine, et a engagé un chauffeur qui lui tient lieu de garde du corps.

De retour au Québec, le *Coopérateur* a interrogé une cliente dans une épicerie branchée du Plateau Mont-Royal en plein cœur de Montréal. Si elle est enchantée de la qualité des petits pois mange-tout, Pascale Grenier avoue candidement n'avoir aucune idée de l'épopée humaine du petit légume. ▲

CUIT AU WOK ou à la vapeur, le petit pois mange-tout fait le bonheur de Pascale Grenier : « J'aime son goût et il décore parfaitement une assiette. »



PHOTO : ANNE WHITESIDE

LIBÉREZ TOUT LE POTENTIEL DU GÈNE LIBERTYLINK AVEC L'HERBICIDE À MAÏS LIBERTY.



Utiliser l'herbicide
Liberty sur le maïs
LibertyLink afin
de bénéficier de la
garantie de
rendements
supérieurs.



Pour plus d'informations au sujet de Liberty et de LibertyLink, visitez www.bayercropscience.ca

Liberty® et LibertyLink® sont des marques de commerce déposées de Bayer. 1203 2100 061 0401

Le pois mange-tout est notre seul véritable gagne-pain », dit Priori Lopez, président de la coopérative Buen Sembrador, perchée dans une cordillère du Guatemala. Depuis trois ans, la moitié des 109 membres de la coopérative se sont lancés dans la production de ce petit légume, vert comme le jade, la pierre précieuse des Mayas.

Trois mois de croissance, 14 récoltes en sept semaines, faites à la main sur des pentes plus abruptes que celles d'une descente de grand slalom en ski. Le dos chargé de petits pois mange-tout, les producteurs de Buen Sembrador marchent le pied aussi sûr qu'une chèvre des montagnes en direction de l'entrepôt, un container réfrigéré, lové dans le creux d'une petite vallée.

Deux fois par semaine, un camion vient recueillir la précieuse marchandise. Cinq heures de route sinueuse plus tard, celle-ci est débarquée à l'usine Hortamaya, située dans une riche vallée horticole à une centaine de kilomètres de la capitale, Guatemala City.

Hortamaya est un consortium fondé en 1998 et formé à 49 % de Cams Inc. et 51 % de Fedecoag (Federacion de cooperativas agricolas de Guatemala). La raison d'être entre les deux parties : écouler au Québec les petits pois mange-tout produits au Guatemala. Pari tenu. L'usine approvisionne presque 100 % du marché québécois! Mais cette conquête ne s'est pas faite sans enjamber des montagnes.

Dès le moment où la gousse est cueillie, une véritable course contre la montre s'engage. La raison : offrir aux Québécois un petit pois mange-tout croquant de fraîcheur.

« Le contrôle de la chaîne de froid est capitale. Pour chaque heure non réfrigérée après la récolte, nous per-



L'HOMME QUI FAIT « LE POIDS », Jean-Pierre Landry, directeur général, d'Hortamaya. Le succès de l'entreprise repose sur les épaules de cet ancien producteur de pommes de terre originaire de l'Abitibi.

dons sept heures de vie du produit. Une journée à l'air libre signifie six à sept jours de perte! », explique Jean-Pierre Landry, directeur général d'Hortamaya.

Il y a un an et demi, l'entreprise était au bord de la faillite. Aujourd'hui, elle génère 4 millions \$ de chiffre d'affaires. Plusieurs facteurs ont convergé pour sortir l'entreprise du pétrin.

« Mon plus grand défi est la qualité et la constance de l'approvisionnement », explique Landry qui fournit Sobey's, Provigo et Métro. Ce dernier a dû tisser son réseau d'approvisionnement de toute pièce. Seulement 180 des 1 200 producteurs qui alimentent l'usine proviennent du réseau coopératif.

« Certains producteurs refusent de récolter pendant la saison des pluies, question de mœurs », dit-il, soulignant la difficile adaptation partenariale entre une entreprise privée et Fedecoag, un acteur à vocation socio-économique.

« Mon rôle n'est pas de faire du développement. Je suis un homme d'affaires », dit cet ancien producteur de pommes de terre originaire de l'Abitibi.

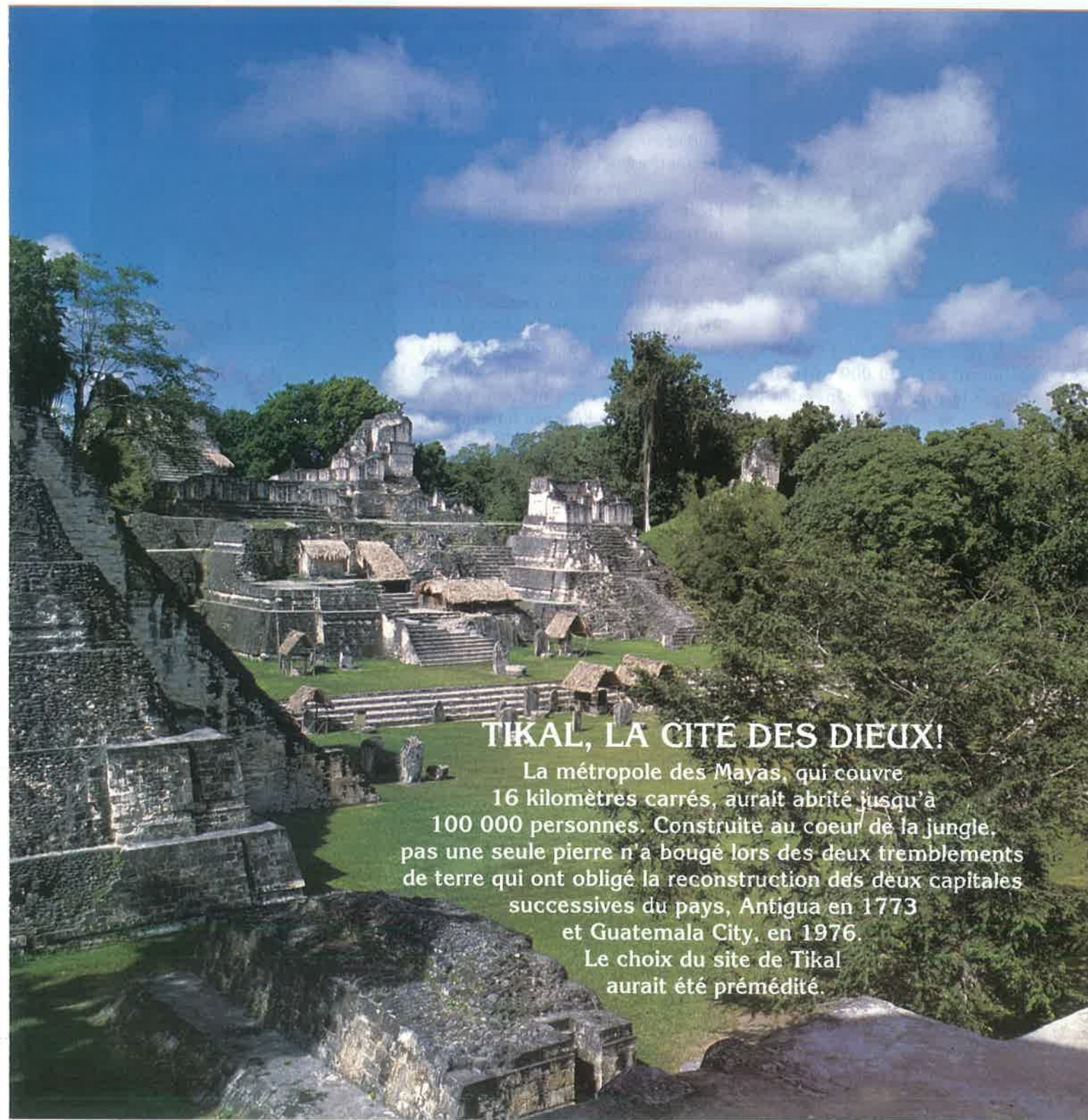
Pendant qu'il livre ses explications au journaliste, les petits pois mange-tout en provenance de Buen

Sembrador sont débarqués à l'arrière de l'usine. Ils reçoivent immédiatement une douche d'eau froide à 2 °C. Une centaine d'employées s'occupent de trier, d'équeuter les petits légumes refroidis qui sont ensuite empaquetés. Il règne, dans l'usine, l'activité fébrile d'une ruche.

Entreposées dans une chambre froide, les caisses de petits pois partent à raison de deux containers de 35 000 lbs par semaine vers le port de Puerto Barrios sur la côte atlantique. Dernière escale à Free Port, elles sont ensuite acheminées par camion vers Cams Inc., à Sherrington près de Montréal. L'entreprise les distribue à son tour aux trois grandes chaînes d'alimentation et aux principaux grossistes de la province.

Il s'écoule un intervalle minimum de 27 jours, entre le moment où Priori Lopez récolte le petit pois mange-tout et celui où un consommateur québécois franchit la caisse d'un supermarché.

Outre le contrôle de la chaîne de froid, deux agronomes d'Hortamaya dispensent une assistance technique aux producteurs : contrôle des maladies, application d'engrais, etc. L'amélioration des techniques dans les champs a permis de faire passer le pourcentage de rejet à l'usine de 40 % à 15 %. À Cams, près de Montréal, le



TIKAL, LA CITÉ DES DIEUX!

La métropole des Mayas, qui couvre 16 kilomètres carrés, aurait abrité jusqu'à 100 000 personnes. Construite au coeur de la jungle, pas une seule pierre n'a bougé lors des deux tremblements de terre qui ont obligé la reconstruction des deux capitales successives du pays, Antigua en 1773 et Guatemala City, en 1976.

Le choix du site de Tikal aurait été prémédité.

La faim d'un Empire



Des pyramides de pierre, certaines plus hautes que celles d'Égypte, s'élèvent au-dessus de la jungle, leurs cimes pointées vers le soleil du midi, au milieu des cris de singes hurleurs et d'oiseaux exotiques.

Ces fantastiques monuments gardent emmurés les secrets de l'empire des Mayas qui ont régné de 800 av. J.-C. à 900 apr. J.-C. sur une grande partie de l'Amérique centrale et du Chiapas mexicain, 300 000 km² en tout, connue sous le nom de Mésoamérique.

Tikal, la métropole commerciale des Mayas, a été « découverte » en 1838 par une expédition gouvernementale. Depuis, les scientifiques tentent de faire parler des pierres gravées d'étranges dessins pour expliquer la chute d'un empire dont les ingénieurs érigeaient ces pyramides sans l'aide de

grues et dont les prêtres pouvaient prévoir les éclipses!

« Les Mayas ont édifié leur empire sur trois piliers : l'astronomie, l'architecture et l'agriculture », explique Eulogio Lopez, de descendance maya et guide à Tikal, aujourd'hui déclarée parc national.

« Il n'y avait que deux classes sociales dans la population. Les gouverneurs et les prêtres qui détenaient le savoir. Et les sujets : commerçants, agriculteurs, tailleurs de pierres..., poursuit le guide. Les premiers étaient en communication constante avec les dieux. C'était un peuple très religieux et polythéiste. »

Les Mayas avaient développé, entre autres, des méthodes de cultures sophistiquées dont celle du maïs considéré comme un aliment sacré. Et les produits agricoles servaient de troc

ACTIVEZ LE GÈNE LIBERTYLINK.



Utiliser l'herbicide Liberty sur le maïs LibertyLink afin de bénéficier de la garantie de rendements supérieurs.



Liberty

Pour plus d'informations au sujet de Liberty et de LibertyLink, visitez www.bayercropscience.ca

Liberty® et LibertyLink® sont des marques de commerce déposées de Bayer.
1209 2100-061-5506

DE PETITS GROUPES Mayas viennent encore offrir des offrandes au dieu Chaac, le dieu de la pluie, avant les semis pour implorer une bonne récolte. Le guide Eulogio López montre la pierre creusée où les offrandes – chocolat, sucre, alcool – sont aspergées dans le feu en face du temple des Masques.

SELON PACO MATOS, 84 ANS, les explorateurs Méndes et Lut n'ont pas découvert Tikal en 1838. Les Mayas connaissaient l'existence des ruines, mais ne voulaient pas troubler le sommeil de leurs ancêtres en révélant leur secret.

entre les différentes villes qui parsemaient la Mésoamérique.

« On s'échangeait par exemple des denrées contre des silex pour sculpter et polir les pierres. » Les villes comme Tikal étaient des villes-états et plusieurs guerres ont eu lieu entre les dynasties gouvernantes, l'une tombant sous la coupole de l'autre.

Les Mayas sacrifiaient des ennemis à leurs dieux. « Mais des familles offraient aussi un enfant. Il y avait même des sacrifices volontaires. C'était un honneur ! », mentionne Lopez, ajoutant que les Mayas croyaient en la réincarnation.

Toutefois, personne ne peut expliquer la disparition presque soudaine de ce formidable empire.

« La disparition de l'empire Maya est attribuable à une combinaison de facteurs cumulatifs; l'accroissement de la population a probablement épuisé les sols; les changements climatiques ont pu aussi jouer sur la production agricole; et il y a peut-être eu aussi une possible désintégration sociale, genre révolte paysanne », explique George Lowel, expert en histoire Maya et professeur à l'Université Queen's.

Chose certaine, l'empire Maya reposait sous le silence de la forêt vierge lors de l'arrivée des Espagnols en 1523. Armés de mousquets et d'armes biologiques, typhoïde et varicelle, une poignée de conquistadores montés sur des chevaux ont balayé les descendants mayas. Une bataille épique s'est d'ailleurs déroulée tout près de Tikal.

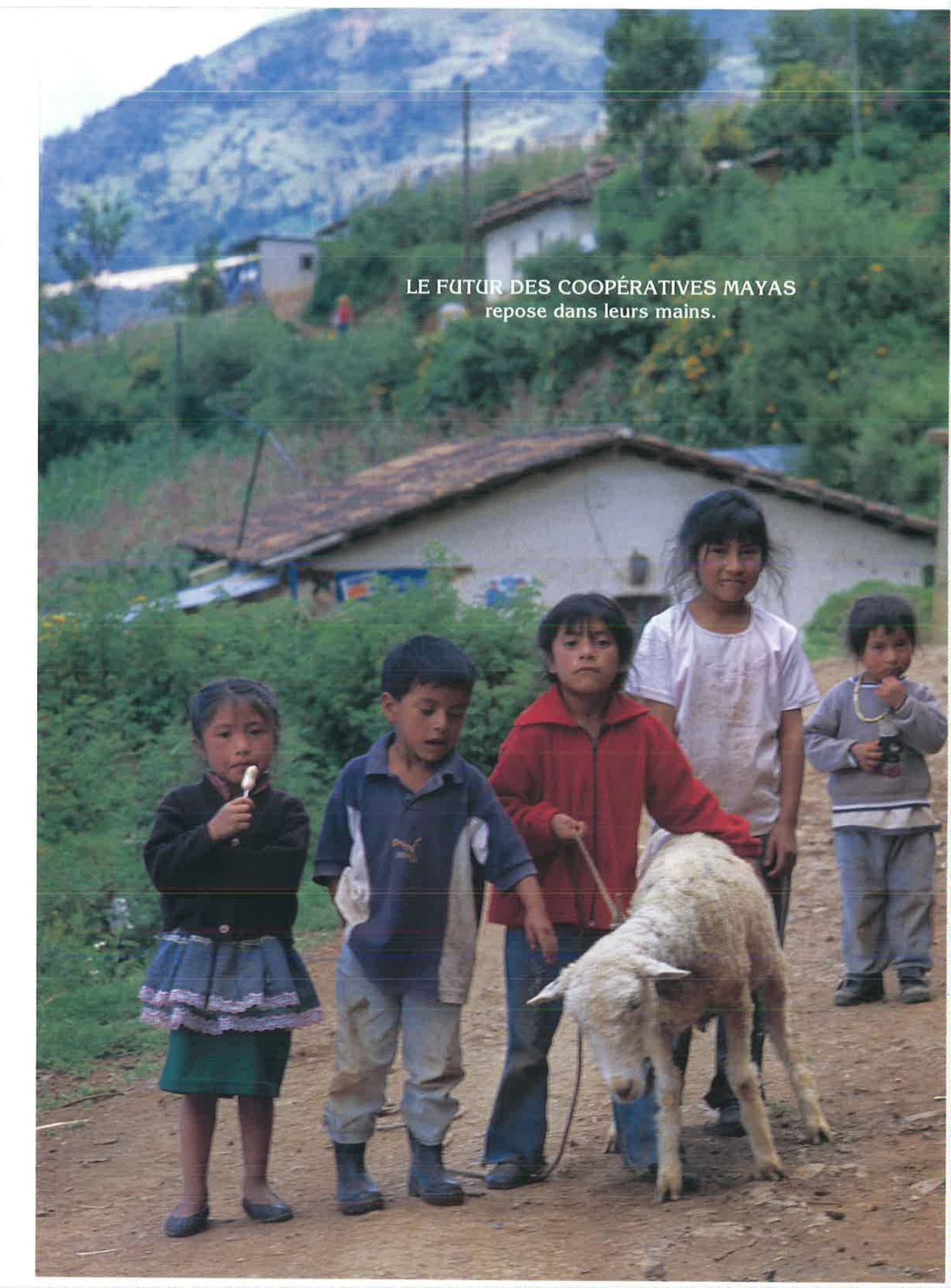
Il aura fallu attendre près de 1 000 ans avant que ces formidables ruines commencent à raconter leur histoire. À peine 2 % de l'empire Maya a été excavé à ce jour. Une partie de ces travaux d'excavation sont financés par la Banque interaméricaine de développement (BID).

La paix légendaire du royaume risque d'être troublée par un plan de modernisation appelé *Plan Pueblo Panama*, également financé par la Banque interaméricaine de développement.

Le plan prévoit la construction d'une autoroute dans le parc national de Tikal pour relier les anciennes métropoles mayas ainsi que la construction de grands hôtels cinq étoiles. Le projet soulève l'ire des fiers descendants de l'empire. ▲



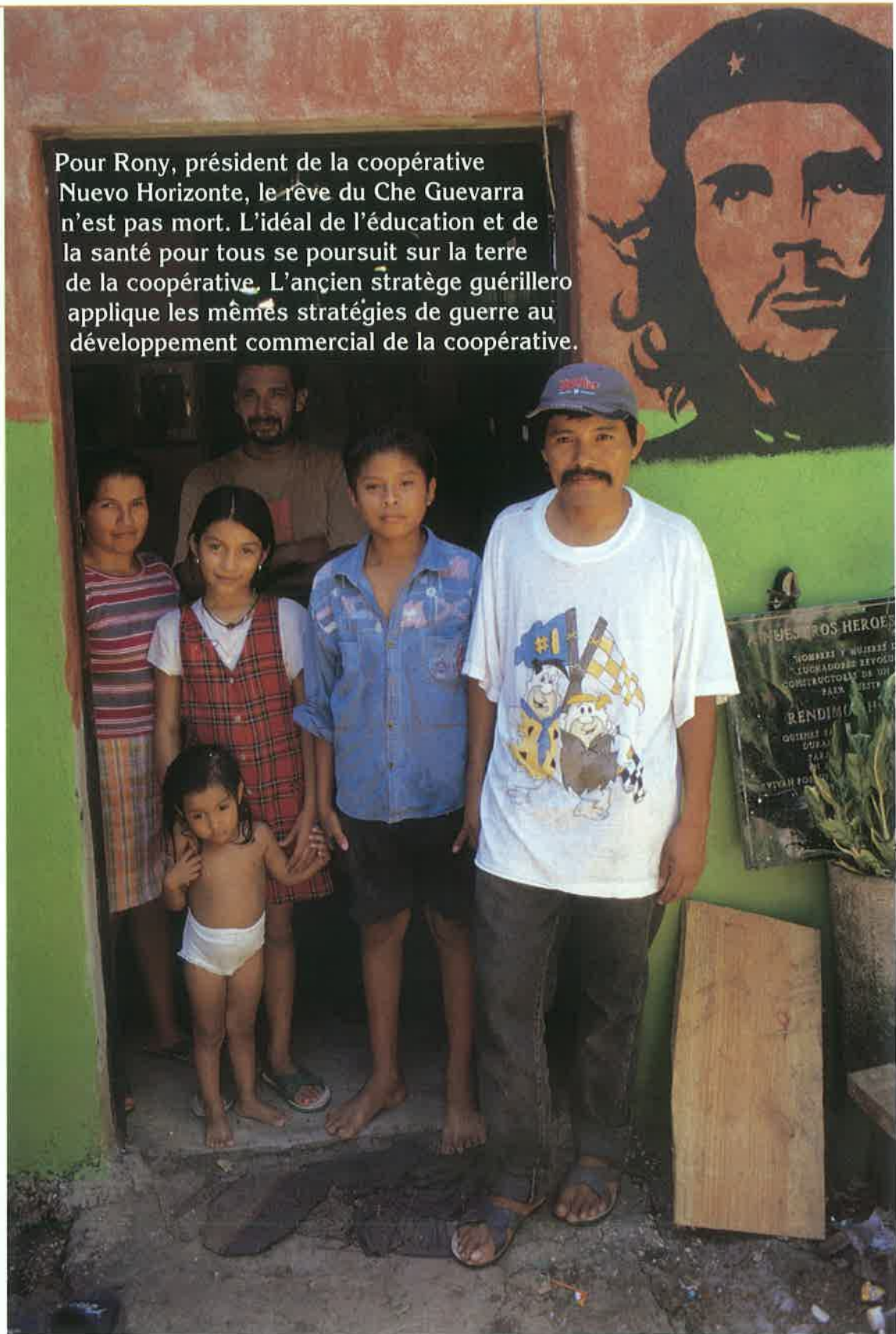
LES MAYAS avaient découvert la symbiose du maïs et des fèves. La seconde plante apportant sa dose d'azote à la première. Le maïs était récolté deux fois par année et cultivé en terrasse dans les régions montagneuses pour éviter l'érosion. Aujourd'hui, la culture de maïs à flanc de montagne cause de sérieux problèmes environnementaux.

A photograph of five children and a white lamb on a dirt path in a rural Mayan village. The children are dressed in casual clothing; one girl on the left wears a dark top and a green skirt with a pink lace trim. A boy next to her wears a blue and white shirt and light-colored pants. A girl in a red jacket holds the leash of a white lamb. Behind her, a taller girl in a white t-shirt stands, and on the far right, a smaller child in a grey sweater holds a small object. The background features a white house with a thatched roof, lush green vegetation, and a steep, rocky mountain under a clear sky.

LE FUTUR DES COOPÉRATIVES MAYAS
repose dans leurs mains.

De guérilleros à coopérateurs

Pour Rony, président de la coopérative Nuevo Horizonte, le rêve du Che Guevarra n'est pas mort. L'idéal de l'éducation et de la santé pour tous se poursuit sur la terre de la coopérative. L'ancien stratège guérillero applique les mêmes stratégies de guerre au développement commercial de la coopérative.



« **N**ous étions fatigués de nous battre », dit Rony, ex-chef guérillero, pour expliquer la raison de sa participation aux Accords de paix survenus en 1996 entre la guérilla et le gouvernement guatémaltèque.

Ces accords, obtenus sous la pression internationale, mettaient fin à 36 ans de guerre civile et un des conflits les plus sanglants d'Amérique latine : 150 000 morts et 50 000 disparus.

Aujourd'hui, Rony préside la coopérative Nuevo Horizonte composée de 107 sociétaires, tous d'anciens guérilleros qui continuent de s'appeler par leur prénom de guerre, car ils ont oublié leurs vrais noms. Un lien de solidarité pour le moins unique unit les membres de cette coopérative : 15 ans de guérilla côte à côte.

« Quand nous avons pris les armes, nous avions tous entre 6 et 12 ans. Nous n'avions que deux choix : fuir dans la montagne ou être massacrés. »

Les Accords de paix ont permis à quelque 5 000 guérilleros provenant de trois fronts différents de se réintégrer à la société civile en devenant producteurs agricoles et en fondant des coopératives.



Cette transition s'opère par le biais de Fondo de Tierras, un organisme gouvernemental financé par la Banque mondiale. Son rôle : appuyer une réforme agraire par le biais d'un « marché des terres ». Fondo de Tierras doit faciliter l'achat de terres en octroyant le crédit nécessaire aux petits producteurs et leur fournir aussi une assistance technique.

« C'était loin de la Terre Promise », explique Rony à leur arrivée en 1997 sur l'ancienne ferme d'un grand propriétaire terrien, 900 acres acquis au coût de 200 000 \$. « Une terre aux trois quarts pelés payée trop chère, poursuit Rony. Après avoir rasé les

À LEUR ÂGE, leurs parents tenaient une arme au lieu d'un livre et d'un crayon.

arbres d'essence noble, le propriétaire s'est lancé sans succès dans l'élevage de boeuf. Les pâturages étaient minables. »

La mutation d'expert en explosif ou de franc-tireur au métier d'agriculteur n'est pas facile. Les techniciens délégués par Fondo de Tierra sont aussi verts que les nouveaux producteurs. La sécheresse de 1997 et l'ouragan Mitch de 1998 rayent les premières récoltes de la surface de la terre. Quarante ex-compagnons d'armes désertent.

Dual.
Point final.

Rien ne surpasse l'efficacité résiduelle ni la souplesse de Dual II Magnum.

Pour un rendement maximal, laissez Dual® II Magnum* mettre un point final à la compétition des graminées annuelles rebelles, y compris le souchet et la morelle. En matière de lutte aux mauvaises herbes, il offre la performance la plus stable et la plus durable qui soit dans un large éventail de cultures. Et soyez sans crainte : le bénomacor^{MC}, son phytoprotecteur distinctif, le rend parfaitement inoffensif pour votre maïs.

Terrassez les mauvaises herbes avec la puissance de Dual II Magnum. *Point final.*

Consultez notre Centre de service à la clientèle au 1 800 850-4685 ou visitez le www.syngenta.ca

syngenta

Tous les produits sont des marques de commerce d'une compagnie du Groupe Syngenta.





LE GÉNÉRAL RIOS MONTT présentait sa candidature aux dernières élections présidentielles du Guatemala en novembre dernier. Auteur d'un coup d'État en 1982, Montt est l'auteur de la politique « des terres brûlées ». Les populations de villages entiers ont été exterminées sous ses ordres. Selon les rapports de la Commission sur la vérité des Nations Unies (MINUGUA) et de l'archevêque assassiné Juan Gerardi, plus de 90 % des victimes de la guerre civile, qui a duré 36 ans, sont imputables à l'armée. Le conflit a fait 150 000 morts et 50 000 disparus.

FERNANDO, ancien expert de mitrailleuse M16, a laissé tomber son arme pour faire pousser des variétés de fougères fortement prisées par les fleuristes nord-américains.

Quatre ans plus tard, l'étape « agriculture de survie » est maintenant presque franchie. Et trois grands projets vont occuper les sociétaires de la coopérative Nuevo Horizonte en 2004.

Le premier, un projet d'écotourisme avec sentier d'interprétation; le second, l'engraissement de bœuf de boucherie grâce à une rotation de bons pâturages; et le troisième, un projet de reforestation en s'approvisionnant de plantules auprès de Fedecovera qui a développé son expertise grâce à un joint venture avec une coopérative forestière québécoise¹.

Rony et les membres de l'assemblée générale appliquent les mêmes principes stratégiques de la guérilla au développement des marchés. « L'information de première main est la clé du succès. »

Les membres de la coopérative ont semé une variété de juteux ananas destinés au marché local. Et trois types de fougères ornementales fort prisées par les fleuristes nord-américains poussent sous l'épais couvert de la forêt.

Trente pour cent des revenus de la coopérative sont destinés à la réserve dont une partie à l'éducation et à l'infrastructure tandis que 70 % sont redistribués en salaires.

Rony repousse du revers de la main l'idée de reprendre un jour les armes, même si les Accords de paix ne sont pour lui qu'un cessez-le-feu. « Les problèmes de santé et d'éducation sont toujours les mêmes », dit-il.

Le problème de l'accès à la terre, lui, est aussi criant qu'au moment de la signature des Accords de paix. Moins de 1 % des producteurs possèdent toujours 70 % des terres.

Fondo de Tierras croule sous les scandales de corruption. Coûts d'administration exorbitants, crédit dévié au financement de campagne électorale, inefficacité monstre. Selon une étude du Programme de développement des nations (PNUB), moins de 1 % des demandes sont traitées par l'organisation. 



1. Voir l'article : « Le salut des coopératives mayas » en page 36.